

INTERNATIONAL



Un ex agent des services secrets du Rwanda témoigne à propos de l'implication de son Gouvernement dans l'assassinat de Kabila

Un témoin protégé dévoile, devant l'Audiencia Nationale (tribunaux espagnols), le plan d'assassiner le chef d'état congolais en 2001

MANUEL ALTOZANO
Madrid

L'attentat qui a mis un terme à la vie de Laurent-Désiré Kabila, ex président de la République Démocratique du Congo (RDC) assassiné par l'un de ses gardes du corps le 16 janvier 2001, a été organisé

et financé par le Gouvernement du Rwanda comme l'a déclaré un ex haut responsable des services secrets rwandais devant le juge de l'Audition Nationale Fernando Andreu. Celui-ci a lancé une procédure pour génocide contre le Président rwandais Paul

Kagomé et 39 autres responsables de son armée qu'il accuse d'avoir procédé à l'extermination systématique de l'ethnie hutu entre 1994 et 2000.

Cette extermination est consécutive aux tueries du printemps 1994 perpétrées

par les radicaux hutus qui ont fait 800.000 morts tutsis (et hutus modérés).

L'ex agent de Kagame a prêté serment en tant que témoin protégé à cause des risques pour sa vie que peut impliquer son témoignage. Selon des sources judiciaires, le témoin a livré des détails importants concernant l'ingérence rwandaise au Congo pendant les dernières 14 années.

Le dernier épisode de cette tension est la rébellion tutsi animée par le Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP) dirigé par le général tutsi Laurent N'Kunda. Selon un rapport examiné lundi par le Conseil de Sécurité de l'ONU, le Rwanda joue un rôle fondamental dans ce conflit, en prenant part au recrutement des troupes et en fournissant l'équipement militaire ; il a également fourni des fonctionnaires pour la région du Nord Kivu, où la rébellion a provoqué jusqu'à présent la fuite de 250.000 personnes. Kagame, le président rwandais, nie tout systématiquement.

Le témoin qui s'est présenté au bureau du juge Andreu le mois dernier, a donné des détails, selon lesquels, il y a presque huit ans, des agents secrets au service du Gouvernement rwandais, dirigé par le tutsi Kagame, chef du Front Patriotique Rwandais (FPR), ont donné de l'argent à des personnes proches du président Laurent Kabila pour organiser l'attentat. Ces mêmes agents au service de

Kagame, se sont engagés à faciliter l'exfiltration des conjurés vers des pays européens pour éviter des représailles après le meurtre.

Des agents secrets rwandais ont donné de l'argent pour commettre l'attentat

Le même Gouvernement qui a certainement financé l'assassinat de Kabila – auquel a succédé son fils Joseph – l'avait installé au pouvoir cinq ans auparavant, après la guerre de 1996 qui a mis un terme la dictature de Mobutu Sese Seko. Le Rwanda avait alors appuyé financièrement le mouvement dont il était président, l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaire (AFDL). La confrontation entre les anciens alliés s'est produite, selon le témoin, lorsque Kabila, une fois au pouvoir, a rompu avec les cadres militaires tutsis qui l'avaient aidé et entamé des contacts commerciaux avec la Russie, la Chine et le Venezuela pour la vente de matières premières comme l'or ou le coltan.

Pendant la campagne militaire qui a conduit Kabila au pouvoir, selon le témoin protégé, le Rwanda a poursuivi une stratégie d'élimination systématique de la population hutu qui avait fui son pays et trouvé refuge dans les camps du Nord et du Sud Kivu après la prise du pouvoir à Kigali par l'Armée Patriotique Rwandaise.

Le principal objectif de ce plan, a déclaré l'ex agent secret, était « de tuer le plus grand nombre possible de hutus » ou « leur rapatriement au Rwanda pour être emprisonnés ». Lors des opérations militaires aveugles contre les camps de réfugiés on est allé jusqu'à utiliser un « armement lourd ». Ceux qui ont pu échapper aux massacres, ont été poursuivis dans leur fuite vers l'ouest du Congo en passant par les villes de Kisangani et d'Ubundu jusqu'à Mbandaka, la frontière occidentale du pays, où des centaines d'entre eux ont été massacrés en 1997.

Dans cette campagne aux relents génocidaires, ont perdu la vie les missionnaires maristes espagnols Julio Rodriguez, Fernando de la Fuente, Miguel Ángel Isla et Servando Mayor qui travaillaient au camp de réfugiés de Nyamirangwe qui abritait 30.000 hutus. Deux agents secrets rwandais ont été cités comme témoins de leur exécution par un commando de cinq personnes, afin que les missionnaires « ne puissent pas dénoncer les massacres perpétrés par les troupes rwandaises », selon le témoignage de l'ex agent secret rwandais. Un des membres de ce commando, est l'actuel Général Eric Murokore, aux ordres du chef de la rébellion tutsi Laurent N'Kunda.